

# Commentaire

---

*« Il n'y a pas de bonheur sans liberté, ni de liberté sans vaillance », Thucydide.*

*TIRÉ-À-PART*  
*NUMÉRO 115 / AUTOMNE 2006*

JACQUES BLAMONT  
On n'a (presque ?) plus le temps

# On n'a (presque ?) plus le temps

JACQUES BLAMONT

---

*Personne ne peut prédire l'avenir mais quiconque s'enferme dans une spécialité est pratiquement sûr de se tromper. Partant de ce constat, le Club des Vigilants a été constitué le 7 décembre 1999. Depuis, il s'efforce de repérer des risques et des chances en croisant expériences et préoccupations. Dans cet esprit, il organise des débats, publie une lettre mensuelle, anime un blog et crée des groupes de travail. L'article ci-dessous synthétise les premières réflexions de l'un d'entre eux. Marc Ullmann, cofondateur du Club, en a pris l'initiative. Jacques Blamont, père de la recherche spatiale française, l'a mis en œuvre. Guillaume de Chamisso, journaliste, a assuré le secrétariat. C'est une amorce. Les commentaires sont bienvenus.*

COMMENTAIRE

---

EN septembre 1993, je me trouvais au *Jet Propulsion Laboratory*, le grand centre de la Nasa spécialisé dans l'exploration planétaire, à Pasadena, dans la banlieue de Los Angeles. Le travail était intense mais je n'en lisais pas moins les journaux, et chaque matin le *Los Angeles Times*. La première page était toujours occupée par un fait divers local.

Un couple de marginaux âgés d'environ trente ans vivait dans une voiture avec un bébé de neuf mois et leur rat favori. Un jour que le père et la mère étaient partis mendier quelque nourriture, le rongeur, affamé lui aussi, se mit à manger le rejeton. Jour après jour, le journal revenait sur cette affaire, accumulant les détails sur ses héros, leur vie, leurs déclarations confuses. Je n'étais pas particulièrement ému par une histoire dont l'horreur ne dépassait pas la plupart des ignominies au milieu desquelles nous vivons sans chagrin. Mais le contraste me frappa entre nos préoccupations, mes préoccupations, et le monde.

Le monde, c'était cette voiture fermée avec ses occupants, homme, femme et progéniture qui représentaient à mes yeux l'humanité claquemurée sur sa Terre finie. Le rat, comme dans l'arche de Noé, rassemblait en lui la vie animale tout entière. Et nous, les « savants », menions la vie privilégiée qui nous permettait de consacrer aussi bien notre temps que l'argent du contribuable à poursuivre un but ésotérique au regard de l'immense majorité des hommes, l'établissement d'un modèle cohérent de l'univers. Tout nous apparentait à des prêtres venus de loin observant les mortels du haut de leurs murs crénelés. Alors, j'ai commencé à douter.

Jusqu'alors, j'avais bonne conscience, je croyais que la science apporterait à l'humanité le moyen de vaincre sa misère matérielle. Le progrès moral suivrait l'élévation de son niveau de vie. Je découvrais maintenant ma nature de prêtre. Que la lugubre bagnole et ses tristes occupants m'apparussent comme

l'autre partie de l'Univers montrait en quel mépris je tenais ce qui n'était pas mon sacerdoce, pur et sans tache. Et donc ce sacerdoce ne se réduisait-il pas à une fabrication, à un discours, à une excuse, à une fuite ?

À force de réfléchir sur le rôle que l'espace, mon métier, joue dans notre société, je me suis intéressé aux lignes de force qui commandent l'enchaînement des événements. Peu à peu, j'ai acquis la conviction que quelque chose d'énorme et de mystérieux a commencé pendant les années 1970, quelque chose qui modifie de plus en plus vite le paysage mondial.

Pour creuser plus profond, je me suis mis à étudier l'évolution de très nombreux éléments qui, dans notre système complexe, interagissent les uns avec les autres. J'ai constaté que la croissance hors contrôle de facteurs *a priori* favorables comme la fourniture d'énergie, la durée de la vie humaine et la transmission instantanée d'informations était lourde de conséquences défavorables. Ultérieurement, j'ai rassemblé mon propos (documentation et réflexions) dans un livre intitulé *Introduction au siècle des menaces* (1). La conclusion n'était pas optimiste. L'humanité, pensais-je, serait incapable de relever l'ensemble des défis qui se posent à elle. S'il s'agissait seulement de guerres, ou seulement d'épidémies, ou seulement de désastres naturels, sans doute pourrait-elle mobiliser toutes ses ressources et surmonter l'obstacle. Mais l'accumulation des menaces venues de divers horizons est telle que le pire ne peut être exclu.

Au cours de plusieurs conférences, j'énonçai l'hypothèse que l'espèce humaine est à la veille d'un « changement de phase ». Pour bien me faire comprendre, je donnai un exemple tiré de la matière : « *Au-dessus de zéro degré il y a de l'eau ; puis, brusquement, à zéro degré il n'y a plus d'eau, mais de la glace.* » Et d'évoquer un concept cher aux mathématiciens : il existe des points de « singularité » au-delà desquels les courbes ne peuvent plus poursuivre leur trajet.

Cette démonstration a impressionné Marc Ullmann. Journaliste connu, fondateur du *Club des Vigilants*, il est venu me voir et m'a dit : « *C'est vrai, l'humanité pourrait disparaître comme ont disparu les dinosaures ou se déchirer au point de s'autodétruire partiellement. Mais*

*pourquoi se résigner ? S'il y a conjonction des menaces, il doit y avoir des points clefs et, si l'on agit sur ces points clefs, l'effet multiplicateur peut aller dans le bon sens.* » Il m'a proposé de créer, au sein de son club, un groupe de travail qui, partant d'une critique de mes thèses, réfléchirait sur leurs conséquences (2). J'ai accepté d'en être le pilote.

La première réunion a permis d'ébaucher quatre étapes. Nous devons tenter d'effectuer successivement :

- un inventaire des principales menaces, de leur cumul et de leur éventuelle convergence ;
- un premier tri en fonction de l'urgence avec esquisse des actions à mener (d'urgence !) ;
- un deuxième tri, en fonction de l'effet systémique que pourraient avoir des actions à long terme centrées sur quelques points clefs ;
- une recherche sur le rôle spécifique que pourrait jouer l'Europe et sur les missions qu'elle pourrait remplir.

## **Menaces, discontinuités et convergences**

Les principales menaces ont été regroupées en quatre chapitres :

### **1) Menaces liées au développement**

Le gaspillage et l'épuisement de certaines ressources telles que l'eau, les combustibles fossiles et la biodiversité ne font pas de doute. La probabilité de modifications climatiques à relativement court terme, la fréquence grandissante des catastrophes naturelles dans les zones où le plan d'occupation des sols ne tient pas assez compte des risques naturels, l'occurrence de pandémies liées au mode de vie et qui ne seront peut-être que difficilement arrêtées par des médications encore à découvrir sont des facteurs générateurs de désastres plus ou moins locaux. Ils découlent du fait que, selon Ulrich Beck, « *la nature est devenue un artefact interne de notre civilisation* ».

### **2) Formation d'un gradient Nord/Sud**

L'écart va grandissant entre régions de nantis et régions de faméliques. D'un côté, des « riches » disposant en moyenne d'un revenu

(1) Publié en 2004 chez Odile Jacob.

(2) Le groupe de travail réunit les personnes suivantes : Jacques Blamont, Guillaume de Chamisso, Étienne Copel, Bruno de Felcourt, Michelle Gaillard, Bruno Kerouanton, Thomas Laborey, Sylvie Lherbet, Wolfgang Michalski, Henri-Paul Soulodre, Marc Ullmann, Alain de Vulpian.

de cinquante euros par jour, de l'autre des miséreux disposant en moyenne d'un revenu d'un euro par jour. De plus, il y a d'un côté un monde de vieux, de l'autre un univers de jeunes. Impossible qu'il n'y ait pas de jalousie ! Il y en a d'autant plus que la télévision est partout et que près de 50 % de la population mondiale vit dans des mégalo-poles. Ce phénomène signe la fin de la civilisation rurale et, avec elle, la disparition de tout un ensemble de codes qui régissaient la vie en société. Les enfants, premières victimes, subissent la violence, deviennent eux-mêmes violents, préfèrent de plus en plus le boum-boum au bla-bla. Selon un rapport de l'ONU, le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles passerait d'environ un milliard aujourd'hui à environ deux milliards en 2030. Si les politiques d'aide, telles qu'elles sont conçues actuellement, ne sont pas radicalement repensées, la spirale de la pauvreté, de la vulnérabilité, de l'ignorance, subira une auto-accélération irrésistible. Elle débouchera sur une *culture du ressentiment* qui formera – si l'on peut dire ! – des centaines de millions de jeunes susceptibles de fournir une piétaille terroriste ou mafieuse. Les chefs, idéologues ou bandits, auront de moins en moins de mal à recruter.

### 3) Défauts de gouvernance internationale

L'incapacité des États ou des groupes d'États (Europe, Russie) à s'adapter à la globalisation se traduit par un affaiblissement aussi bien de l'éthique que des structures internationales de sécurité collective. Aucune entité ne maîtrise le domaine technique. Des crises sont à prévoir dans les domaines des armes, des OGM ou de l'informatique et ses réseaux associés. Les traités de non-prolifération perdent leur force dissuasive. L'anarchie grandissante des migrations et la criminalité organisée à l'échelle internationale sont des exemples des « réseaux » informels qui se forment au-dessous de la surface des événements. La logique aveugle du système se substitue aux processus de décision.

Les organisations internationales, conçues pour la plupart à la fin des années 1940, sont d'un piètre secours. Guerre froide et décolonisation étaient les problèmes de l'époque. Maintenant, des conflits locaux s'exacerbent dans les décombres des anciens empires, des replis identitaires disloquent de nouvelles nations. Parallèlement, des nostalgiques d'un

califat conquérant s'emploient à faire dérailler le train de la modernité et cherchent à acquérir des armes de destruction massive. Pour faire face au chaos menaçant, les États-Unis accroissent leurs dépenses militaires, se transforment en gendarme du monde et croient pouvoir s'arroger le droit au monopole de la violence légitime. À force de vouloir édicter solitairement des principes universels, de définir souverainement ce qui est bien puis de décider où mener combat contre le Mal, ils focalisent les haines. Nous assistons à un affaiblissement de la réflexion politique et surtout de la créativité politique. *Quand on ne trouve qu'un marteau dans sa boîte à outils, tous les problèmes tendent à devenir des clous.*

### 4) Mondialisation non maîtrisée

La libéralisation des échanges et des mouvements de capitaux permet à de nombreux pays d'accélérer leur développement. Tant mieux. Le rythme du changement peut, cependant, dépasser certaines capacités d'adaptation. D'où le risque d'un choc en retour qui, d'abord protectionniste, pourrait rapidement prendre la forme du *nationalisme*. Du même coup, les structures politiques de plusieurs démocraties pourraient être menacées et les règles internationales bafouées de plus en plus gravement.

Cette liste est loin d'être exhaustive. Elle montre, cependant, que la synergie entre différentes catégories de menaces peut, dans un système complexe, provoquer un événement de grande ampleur, modifiant radicalement les équilibres. Par exemple :

- emploi d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques,
- brusque changement climatique,
- apparition et propagation de nouvelles maladies,
- perturbation massive des réseaux Internet devenus essentiels au fonctionnement de l'économie,
- pénurie d'énergie (liée à des causes accidentelles sur fond de difficultés durables).

Les dangers apparaissent d'autant plus réels que le décalage s'accroît entre la rapidité de l'évolution technologique et la lenteur des adaptations structurelles : d'un côté règne la loi de Moore avec des novations majeures tous les deux ans ; de l'autre subsiste un rythme biologique où les changements se comptent en générations.

Tout cela crée une situation préchaotique que Marc Ullmann a synthétisée dans le tableau suivant :

MENACES
<b>Universelles</b> : environnement ; climat ; épidémies ; dissémination ADM.
<b>Pays riches</b> : inégalités croissantes ; dépeuplement des classes moyennes ; financiarisation de l'économie ; désillusions du progrès ; vieillissement (sauf aux États-Unis).
<b>Pays pauvres</b> : misère ; famines ; nullité des infrastructures de santé et d'éducation ; mégapoles ; frustrations ; ressentiment.
<b>Convergences</b> :
– frustrations et ressentiment → terrorisme (et mafias)
– misère → migrations
– manque de soins → épidémies
– développement accéléré de certains pays (Chine) → consommation accrue d'énergie, pollution + mondialisation mal maîtrisée.

À la fin de cette première phase de nos travaux, quelques correctifs ont été apportés. Alain de Vulpian, sociologue et fondateur de Cofremca puis de Sociovision, a mis l'accent sur deux facteurs qu'il juge favorables. *Primo*, l'Histoire montre que si certaines sociétés humaines n'ont pas su faire face aux défis de l'environnement (par exemple l'île de Pâques), d'autres (comme le Japon médiéval) ont pris des orientations qui leur ont permis de survivre <sup>(3)</sup>. *Secundo*, les sociétés modernes sont en pleine transformation : « *des formes nouvelles de gouvernance s'y esquisent. Hétérarchiques et partenariales, elles impliquent le "haut" (les dirigeants) et le bas (la société civile, les employés) dans un dialogue ouvert et égalitaire d'ajustement réciproque. Elles s'appuient sur une compréhension du dessous des cartes. De plus, elles sont subsidiaires, du local au planétaire* ». Vulpian convient pourtant que le facteur temps combiné à des effets de seuil accroît la possibilité de trajectoires catastrophiques.

Parmi les autres interventions, je retiens particulièrement celle de Wolfgang Michalski qui a longtemps supervisé les études prospectives de l'OCDE. Selon lui, il ne faut pas dramatiser le problème énergétique. L'aug-

mentation des prix du pétrole et du gaz rentabilisera de nouvelles exploitations (par exemple les schistes canadiens), favorisera l'éclosion de nouvelles techniques ou la modernisation de procédés anciens (par exemple la liquéfaction ou la séquestration du charbon), incitera à des investissements dans les énergies renouvelables, poussera à l'acceptation du nucléaire par les opinions et fera adopter par les usagers des pratiques de plus en plus économes. Michalski retourne ainsi contre moi l'argument tiré du facteur temps : « *Le feu rouge n'est pas à trente ou cinquante ans de distance mais plutôt à soixante ou cent. D'ici là, des percées technologiques auront probablement eu lieu.* » Je l'espère autant que lui mais je doute qu'adaptation et transition puissent se faire sans encombre. On notera cependant que cet exemple illustre bien la nature du problème : oui, la disparition en ce siècle de combustibles fossiles peut être compensée par le progrès technique, mais l'essentiel réside ailleurs, dans les relations de cette évolution avec d'autres facteurs : la redistribution géographique des ressources énergétiques créera des tensions politiques et des conflits ; la projection dans l'atmosphère de tout le carbone fossile modifiera le climat, surtout celui des pays du Sud. Énergie, géopolitique et environnement sont intimement liés. Guerres et accidents me paraissent inévitables. Cela n'aurait rien de neuf sans la synergie des menaces.

Le groupe est parvenu à l'énoncé d'une idée qui me paraît bien décrire le péril :

– d'une part, les menaces sont toutes de nature horizontale : les déséquilibres démographiques, l'épuisement des ressources naturelles, la constitution des réseaux d'activistes ont une nature hors frontières et se présentent à l'humanité entière comme une confrontation à l'échelle mondiale ;

– d'autre part, les parades sont toutes de nature verticale : les politiques de contrôle de croissance, la maîtrise des productions minières ou agricoles, la formation des élites, la recherche scientifique en physique nucléaire ou en biologie ont une nature étatique ou semi-étatique.

Un mathématicien rappellerait que le produit de fonctions orthogonales est nul. Le lecteur comprendra intuitivement que les moyens dont nous disposons actuellement pour combattre les dangers ont peu d'efficacité.

(3) Cf. le livre de Jared Diamond, *Collapse : How societies choose to fail or survive*, Viking Adult, 2004.

De plus, comme les bureaucraties suivent des indicateurs et des règles d'action se référant aux expériences passées, elles rencontrent de grandes difficultés à s'adapter à la mutation rapide de l'environnement politique, social, économique et technologique.

## Urgence, long terme et point clef

Commençons par les armes. Le trafic international de matériel atomique a des ramifications complexes et des techniques sophistiquées. Les détails sont apparus après que Kadhafi eut, en 2004, ouvert les frontières libyennes aux inspecteurs internationaux. Le directeur général de l'Agence internationale pour l'énergie atomique admet avoir été lui-même surpris : « *Quand vous voyez des instruments conçus dans un pays, fabriqués dans deux ou trois autres, expédiés dans un quatrième puis détournés vers un cinquième, vous ne pouvez ignorer l'existence d'un réseau mondial.* » À l'origine des secrets vendus ou échangés, on trouve le plus souvent le Pakistan. Plusieurs pays musulmans en ont bénéficié ainsi que la Corée du Nord qui, en contrepartie, a livré sa technologie en matière de missiles. Pour compliquer le tout, des progrès ont été accomplis dans la miniaturisation des installations d'enrichissement des matières fissiles. Les « centrifugeuses » sont suffisamment petites pour être cachées.

Les théoriciens de la dissuasion nucléaire professent qu'il n'y a pas de quoi s'alarmer. Se fondant sur le précédent soviétique et évoquant « l'équilibre de la terreur » jusqu'à présent maintenu entre l'Inde et le Pakistan, ils postulent que quiconque possède l'arme atomique devient, *ipso facto*, raisonnable. Soyons prudents ! Comment croire que, si Hitler avait eu la bombe, il n'aurait pas succombé à la tentation de l'employer ? Comment affirmer qu'il n'existe pas, dans le monde actuel, des irresponsables susceptibles de prendre les commandes d'un État sans renoncer pour autant à l'idéologie du « suicide rédempteur » ? En admettant même que tous les États puissent durablement rester raisonnables, l'existence de réseaux terroristes bouleverse la donne. Ces Fous du Bien n'ont pas de territoire sur lequel une rétorsion pourrait efficacement s'exercer. On trouve là une illustration de l'inadéquation des structu-

res étatiques à leur propre défense : une bombe de très faible puissance dans les mains d'un réseau est plus dangereuse qu'une bombe dernier cri dans les mains des États-Unis ou de l'Union soviétique.

De ce point de vue, le cas iranien est spécial. Les ayatollahs sont loin d'être fous. Ils se garderaient bien, s'ils avaient « la Bombe », de s'exposer à des représailles massives en frappant les premiers. En revanche, ils pourraient, se sentant eux-mêmes à l'abri : 1) déclencher par divers acteurs interposés une nouvelle Intifada contre Israël ; 2) fomenter des troubles dans les monarchies pétrolières et 3) s'imposer comme les maîtres de la région. Aux États-Unis, le Président Bush, le vice-Président Cheney et le secrétaire à la Défense Rumsfeld semblent prêts à tout pour éviter cette occurrence. Ils n'écartent pas l'option d'une attaque « préventive ».

Lenjeu est si considérable qu'un autre groupe de travail du *Club des Vigilants* (pilote par l'ambassadeur Jacques Andréani) mène actuellement une étude approfondie sur le thème : « Quels risques si les Américains frappent l'Iran... et quels risques s'ils ne frappent pas. » Dans les deux cas, les risques s'annoncent multiformes. D'où l'urgence de tenter un effort pour échapper au dilemme. Cela implique, selon nous, de donner une nouvelle dimension aux négociations avec l'Iran. Si on voulait vraiment qu'il se plîât aux obligations du traité de non-prolifération, il faudrait enfin faire preuve de créativité politique et avancer des propositions à la fois symboliques et réelles, répondant à son ambition de grande puissance.

En cas de guerre, le risque « habituel » d'attentats terroristes se trouverait sensiblement accru puisque les Iraniens téléguideraient un terrorisme « de représailles » partout où cela s'avérerait praticable en Occident. Des sites sensibles ont certainement déjà été repérés par des adversaires potentiels. Une protection adéquate s'impose.

Le général Étienne Copel, spécialiste en matière de protection civile, participait à notre groupe. Il a signalé l'inadéquation des précautions prises dans un pays soumis comme le nôtre à des menaces pourtant identifiées. Des produits chimiques sont encore stockés aux abords des routes. N'importe quelle charge explosive, tirée à partir de n'importe quel véhicule, pourrait provoquer des

pertes humaines. C'est le type même du risque dont la suppression devrait être considérée comme prioritaire par les pouvoirs publics et appuyée par l'opinion. Comme certains barrages sont également vulnérables et que les centrales nucléaires ne sont pas à l'abri, Copel recommande la mise en place d'un service civil. « *Supposons, écrit-il, un attentat contre un dépôt de produits chimiques mortels ou un barrage. Après un tel cataclysme, le gouvernement voudra garder tous les endroits dangereux. Mais qui mobiliser pour ces gardes statiques ? Les policiers, les gendarmes, l'armée d'active n'auraient pas les effectifs nécessaires. À mon avis, la solution peut se trouver par la mise en place d'une instruction obligatoire de défense militaire et civile de quelques semaines. Le but serait de donner la capacité, non de guerroyer outre-mer, mais de garder des dépôts de munitions, des avions, etc.* » Le groupe appuie fortement cette recommandation. Ces considérations s'étendent aux autres pays industrialisés.

Dans le cas particulier de la protection civile, l'urgence est manifeste puisque des attentats peuvent être imminents. En revanche, lorsqu'on examine la plupart des autres menaces, on s'aperçoit que les impératifs d'urgence et de long terme sont mêlés. En matière de climat, de pollution, de développement, de maîtrise de la mondialisation, il faut à la fois 1) ne pas attendre qu'un danger à long terme se précise pour amorcer des mesures d'urgence ; 2) mettre en place des procédures pour transformer les mesures d'urgence en politiques à long terme.

Mais comment faire et par où commencer ? Pour que les pouvoirs en place coopèrent, ils ne doivent pas se sentir directement menacés. Pour que les opinions publiques se mobilisent, elles doivent être convaincues par le raisonnement et, de plus, remuées par l'émotion.

Partant de ce double constat, le groupe s'est mis à rechercher les points clefs sur lesquels une action spécifique pourrait servir de déclic. Certains pensaient qu'il fallait commencer par l'énergie, d'autres par l'inflexion de l'aide au développement, d'autres encore par l'adjonction de normes éthiques (notamment environnementales) dans les règles de l'OMC. Puis ont émergé d'autres idées. Ne faudrait-il pas accorder la priorité à l'éducation et à la condition des femmes dans les pays pauvres ? Ce serait un facteur de développement local,

d'amélioration de la santé et, probablement, de réduction des conflits. Ou bien faudrait-il faire porter l'effort maximal sur les bidonvilles pour transformer ces creusets de misère et de violence en un processus de socialisation ?

Après de longues et fécondes discussions, il est apparu que tout cela était nécessaire mais insuffisant pour déboucher sur une innovation de gouvernance à l'échelle mondiale. Il fallait donc trouver autre chose, choisir un thème qui implique et justifie la mise en commun de certains pouvoirs et de certaines ressources. Marc Ullmann a alors plaidé pour la création d'une « Communauté mondiale de l'eau » (CME). « *Les hommes, a-t-il dit, peuvent vivre sans pétrole. Ils ne peuvent pas vivre sans eau. Des guerres peuvent éclater pour le contrôle des ressources. Des populations peuvent migrer pour fuir la sécheresse. L'insalubrité peut provoquer des épidémies. Émotionnellement, c'est intolérable. Rationnellement, la nécessité de l'action crève les yeux.* » Et d'ajouter que le problème de l'eau est au cœur des préoccupations mondiales. Guerres et paix, agriculture et mégapoles, santé et développement, « *tout ne dépend pas de l'eau mais l'eau affecte tout* ».

Marc Ullmann, dans sa jeunesse, a travaillé à la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il se souvient de la genèse de cette première institution européenne. Jean Monnet est parti de la conviction que l'Europe ne se ferait pas d'un coup mais pas à pas. Il voulait commencer par créer une « solidarité de fait ». Il a pensé que le charbon et l'acier, qui avaient été utilisés pour faire la guerre, pouvaient être un symbole de reconstruction pacifique et servir de base tant à la réconciliation franco-allemande qu'à l'unité de l'Europe. Il a persuadé Robert Schuman, alors ministre français des Affaires étrangères, de lancer l'idée et s'est assuré qu'elle serait bien reçue par Konrad Adenauer, le chancelier allemand, et fortement appuyée par l'Administration américaine.

L'Europe d'aujourd'hui diffère de celle dont rêvait Monnet mais le monde d'aujourd'hui ressemble un peu à l'Europe de son époque et sa méthode mérite d'être copiée. Dès lors qu'on estimerait qu'une « solidarité de fait » peut se créer autour de l'eau et qu'elle peut contribuer à l'émergence d'une conscience planétaire, il serait coupable de ne pas essayer.

Ne nous faisons pas d'illusions. L'augmentation prévue de la population mondiale ainsi

que le développement accéléré de pays comme l'Inde et la Chine vont accroître les besoins alimentaires et donc la ponction sur les réserves d'eau douce.

Comme cela s'observe aujourd'hui en Chine, l'alimentation devient progressivement plus riche en viande, ce qui nécessite des grandes quantités d'eau rapidement croissantes. Cette « transition alimentaire » par laquelle sont passés les peuples des pays actuellement développés impliquera une augmentation des surfaces cultivées et des transferts d'eau virtuelle.

Seuls l'Europe, l'Amérique du Nord, le Brésil et l'Argentine sont capables, par un fort accroissement de leur productivité, de répondre aux besoins alimentaires mondiaux. Le concept d'« eau virtuelle » est donc à l'étude ; faute de pouvoir déplacer l'eau d'un continent à l'autre, les produits alimentaires, grands consommateurs d'eau, pourraient être transportés.

On peut songer à augmenter la productivité grâce au génome des plantes à mettre au point, aux engrais, aux techniques agricoles, aux conditions économiques et sociales de la production et de l'éducation. Mais, de toute façon, le recours à l'eau en agriculture impliquera de profondes modifications écologiques des paysages. De nouveaux écosystèmes seront substitués aux actuels.

Le but à atteindre est si ambitieux, les problèmes à traiter sont si complexes et les parties prenantes si nombreuses que l'initiative ne peut être lancée par de simples individus dans le cadre modeste du *Club des Vigilants*. Nous pouvons seulement réfléchir aux processus qu'il conviendrait d'entamer. Concrètement, il s'agirait surtout de 1) trouver la ou les personnalités les plus aptes à prendre l'initiative et chercher les moyens de les convaincre ; 2) définir les points qui, dans un éventuel futur traité, devraient être considérés comme primordiaux.

Un groupe de travail spécial va être constitué. Il est encore en gestation mais une réflexion préliminaire permet déjà d'affirmer que l'initiative ne devrait venir ni de l'ONU (puisque l'institution nouvelle aura besoin de pouvoirs spécifiques), ni de l'Europe (qui aurait l'air de vendre un prétendu modèle), ni d'un pays assoiffé (par définition demandeur). Des premières pistes sont explorées... avec la discrétion qui s'impose.

La réflexion préliminaire porte également sur les moyens dont devrait disposer la future CME. Nous nous sommes gardés d'entrer dans trop de détails car, si l'idée prend corps, le traité sera négocié par les représentants des gouvernements qui auront choisi d'être sur la ligne de départ. Tout ce que l'on peut faire au préalable est d'essayer de distinguer ce qui est essentiel de ce qui est accessoire. Ainsi, les mécanismes institutionnels pourraient être considérés comme accessoires dès lors que les parties prenantes accepteraient que la CME jouisse d'une indépendance financière. Un prélèvement, même infime, sur les factures d'eau n'aurait pas pour seul mérite de couvrir les dépenses courantes. Il permettrait d'accumuler un capital suffisant pour servir de garantie à des emprunts destinés à financer des travaux d'infrastructure (par exemple pour une meilleure gestion des ressources locales ou, à une plus grande échelle, pour l'utilisation des excédents d'eau au Canada ou en Russie). Les intérêts du capital pourraient quant à eux permettre de donner un coup de pouce à des programmes de recherche (par exemple pour des procédés moins coûteux de dessalement de l'eau de mer).

Faisons acte de foi, espérons qu'une CME efficace naîtra dans les prochaines années mais ne soyons pas naïfs au point de croire que cet unique levier soulèvera des montagnes. Les maux actuels sont si graves qu'un seul remède ne peut suffire. Il va falloir s'engager sur un terrain quasi vierge à la fois technique, civique et spirituel. Chacun sent bien qu'un minimum de sagesse se révélera indispensable pour éviter les dérapages. Si l'Homme ne place aucune limite à ses penchants faustiens, s'il ambitionne de transgresser toutes les lois de la nature, il provoquera sa propre chute.

## Besoin d'Europe

Avant de se saborder, le Parti communiste d'URSS a approuvé une motion testament dénonçant « toute tentative de rendre les gens heureux en leur imposant un schéma arbitraire ». La leçon est loin d'être suivie partout, mais les novateurs d'aujourd'hui savent que pour changer le monde il ne faut pas mépriser l'Homme. Ils sentent que la meilleure façon d'agir est de donner l'exemple et de

créer des réseaux favorisant la contagion des bonnes pratiques. Internet et en général les NTIC <sup>(4)</sup> leur fournissent des moyens jusqu'ici inconnus. Comme le note Jeremy Rifkin <sup>(5)</sup>, les réseaux, par nature, sont coopératifs. Grâce à eux « *la liberté passe par l'appartenance, non par la possession [...] elle réside dans l'exercice des relations avec les autres davantage que dans l'isolement [...] les marchés créent des transactions de concurrence, les réseaux des relations d'intimité* ». Cela va dans le bon sens mais rien ne prouve que, face à la montée des périls, les bonnes pratiques puissent se propager suffisamment vite. La multiplication au niveau planétaire des relations interpersonnelles ne suffit pas. Il faut que quelque part, dans une zone géographique identifiable, se produise un phénomène de coagulation suffisamment fort pour que la société dans son ensemble entre dans un processus de métamorphose susceptible d'être considéré ailleurs sinon comme une sorte de modèle, du moins comme une tentative originale et enviable de recherche du bonheur. Il est essentiel que, dans les dix ans qui viennent, un pays ou un groupe de pays se trouvent en position d'ouvrir la voie. Aux yeux de nombreux historiens, les méfaits de la colonisation, les horreurs de deux guerres mondiales semblent disqualifier l'Europe et même la race blanche tout entière. Mais qui d'autre peut rapidement offrir un modèle harmonieux ?

**La Chine ?** Ce pays bénéficie d'une culture où les contraires sont traditionnellement perçus comme complémentaires et où la complexité est considérée comme faisant partie de la nature des choses. Cette tournure d'esprit rend la Chine particulièrement apte à infléchir le cours de la modernité. Surtout, sa rapide ascension économique fait rêver beaucoup de peuples (y compris ceux qui ne disposent pas des mêmes atouts) et leur fait croire que le train du développement peut toujours se prendre en marche, que les retards peuvent toujours être comblés. Mais, précisément à cause de sa croissance, la Chine d'aujourd'hui n'offre pas le spectacle d'une société douce. Au pire, ce géant voudra dominer la planète et posera un défi politique. Au mieux, il faudra attendre une ou deux décennies pour que la

croissance soit maîtrisée et pour qu'un « rêve chinois » prenne une forme harmonieuse.

**Le Japon ?** Les Nippons sont des insulaires qui, depuis toujours, ont protégé leur identité. Ils forment une tribu spécifique. Les arts, la culture, la cuisine japonais peuvent séduire et se répandre mais il en va autrement du modèle social. Pour que le Japon devienne un phare capable d'éclairer le monde, il faudrait que, grâce à l'avancée de sa science, une percée technologique majeure le mette au centre d'une toute nouvelle modernité. Possible mais improbable.

**L'Inde ?** Malgré l'attrait que peut exercer sa philosophie, malgré l'admiration que peut inspirer le fonctionnement de sa démocratie, malgré l'émergence d'une vigoureuse classe moyenne et la création d'une élite scientifique, on voit mal comment ce pays, qui tolère la misère la plus extrême et où un système de castes rend héréditaires les inégalités, pourrait, dans l'immédiat, guider les pas de toute l'humanité.

**Le Brésil ?** Le brassage des populations y est unique et la pauvreté commence à diminuer. Mais ce futur géant de l'agroalimentaire est encore dans une phase de développement qui tient plus du rattrapage que du défrichage. Dans le grand cocktail du monde en train de se faire, il apportera certes un parfum mais sans doute pas la liqueur principale. Même s'il parvient à se poser en *leader* des pays émergents.

Qu'on le veuille ou non, l'Europe et l'Amérique du Nord sont les zones où, pour le moment, un bonheur fondé sur l'harmonie peut le plus facilement s'instaurer. Alors ? *American dream* ou rêve européen ? Affermissement de l'*american way* ou éveil de l'Europe ? Lequel des deux continents a le plus de chances de modeler notre avenir ? Lequel sera le mieux à même d'exercer la « douce sympathie » de son exemple ?

**Les États-Unis** disposent d'incontestables atouts. Sur le terrain technologique, ils font la course en tête. Pour maintenir, voire accroître, leur avance, ils investissent à eux seuls presque autant d'argent dans la recherche et le développement que l'ensemble du reste du monde. L'acceptation du risque, la volonté de saisir des opportunités favorisent la création d'entreprises. Les succès de Microsoft, Google, etc., en annoncent sûrement d'autres : la biotechnologie n'est pas encore adulte et les

(4) Nouvelles technologies d'information et de communication.

(5) *Le Rêve européen*, Fayard, 2006.

nanos n'en sont qu'à leurs balbutiements. De plus, les États-Unis ont cessé d'être un microcosme des nationalités européennes pour devenir un microcosme du monde. S'ils parviennent à maintenir intangibles quelques principes essentiels tout en permettant à des groupes humains très divers de définir leurs propres règles, s'ils inventent une démocratie où, comme dans les voitures modernes, le châssis reste identique mais des options multiples sont offertes au choix des consommateurs, s'ils trouvent ainsi un nouvel équilibre conforme à la meilleure de leur tradition qui est l'aptitude au changement, alors ils rendront au monde un signalé service et feront vraiment figure de boussole. Dans l'immédiat, tel n'est pas le cas. Les Américains ont d'autant plus de mal à créer en leur sein une société douce qu'ils souffrent de leur rapport avec le monde extérieur. Ce qu'ils ont appris des origines de leur nation les pousse à vouloir s'isoler ; la dépendance à l'égard de l'épargne asiatique et du pétrole arabe les en empêche. Leur force militaire impose le respect mais suscite l'animosité. Les « maîtres du monde » sont jugés arrogants.

Reste l'Europe. La construction européenne ne ressemble en rien à la création des États-Unis. Toute analogie est artificielle. L'acte fondateur des États-Unis est la Déclaration d'indépendance. Le principe fondateur de l'Union européenne est l'interdépendance. Les Américains voulaient se prémunir contre les vices qui avaient perverti l'Ancien Monde. Les Européens devaient combattre le Mal qui était en eux, chasser les démons qui les avaient fait se dresser les uns contre les autres. Les Américains avaient à construire une nation ; ils gravaient leur Constitution dans le marbre de l'Histoire. Les Européens avaient à apprendre à vivre ensemble ; ils bricolaient des institutions, procédaient par tâtonnements, inventaient des procédures. Dans le monde d'aujourd'hui, où les intérêts s'opposent, convergent et s'entrecroisent, où les communications sont instantanées et où les allégeances sont multiples, la notion d'interdépendance apparaît plus adaptée que celle d'indépendance. Ce qui ne veut pas dire que l'Europe puisse servir de modèle.

Autant il est vain d'espérer que l'*american way* s'imposera partout, que le capitalisme chinois sera soluble dans le libéralisme new-yorkais et que les paysans d'Afrique raison-

neront comme des fermiers du *Middle West*, autant il serait présomptueux d'imaginer que l'expérience européenne puisse être transposée. Mais nos tâtonnements serviront de repères, nos échecs de leçons, nos succès de stimulants et ce n'est pas rien.

Malgré la piètre idée que les Européens se font d'eux-mêmes, l'Europe existe déjà aux yeux des habitants de Shanghai, d'Osaka ou de Sao Paulo. C'est particulièrement vrai dans le domaine des normes qui, chez nous, passe presque inaperçu. L'Union est le plus grand marché du monde et quiconque veut y exporter doit se conformer aux prescriptions imposées. Or celles-ci, du fait même qu'elles sont valables sur tout le territoire de l'Union, acquièrent une réputation de standard quasiment universel.

Vue d'ailleurs, l'Europe est un drôle d'animal. Elle n'est ni vraiment unie ni vraiment désunie. Elle a les caractéristiques d'un organisme vivant qui, pour bien répondre aux défis de l'environnement, doit profiter de sa diversité tout en gardant un esprit d'équipe suffisant pour préserver son identité.

Pour ressembler à l'image d'elle-même que le reste du monde jugerait admirable, l'Europe devra à la fois contribuer à la propagation de la paix et à la construction d'une société plus humaine.

Cela paraît d'autant plus naturel que l'Europe n'est pas une puissance au sens traditionnel du terme. D'aucuns le regrettent, surtout parmi les hommes politiques français qui ambitionnaient de construire une Europe à l'image de leur propre pays, une France en plus grand, capable de parler d'égal à égal, voire même de s'opposer aux États-Unis. Ceux-là sont déçus par la configuration actuelle de l'Union européenne et proclament volontiers que le rêve des « Pères fondateurs » a été brisé. Cette assertion est fautive. Aucun des artisans de la première heure ne rêvait d'une « Europe puissance ». Lorsqu'ils ont milité pour une Communauté européenne de défense, ils cherchaient à renforcer l'Alliance atlantique plutôt qu'à faire contrepoids aux États-Unis. Aujourd'hui, il ne s'agit ni de renforcer l'Alliance atlantique ni de faire contrepoids aux États-Unis. La carte du monde s'est modifiée et l'Europe ne peut tout simplement pas oublier que la géographie a fait d'elle la voisine du monde musulman.

Le problème de l'Islam est, pour l'Europe, beaucoup plus concret, qu'il ne l'est pour l'Amérique. L'Union devra mobiliser ses énergies pour ne pas se trouver prise en tenaille entre un « islamisme » agressif et une Amérique impériale. Si nous voulons que notre continent reste un creuset de civilisation plutôt qu'un champ de bataille, nous devons apprivoiser l'Islam. Il serait criminel de se résigner puisque, malgré le fanatisme de quelques-uns, la majorité des musulmans vivant sur le sol européen rêvent d'un bonheur sur Terre plutôt que d'un paradis au Ciel. D'où l'impératif de leur donner espoir, de briser les ghettos des murs et des esprits, de jouer la carte de la fraternité.

L'objectif est de contribuer à forger une refondation de l'Islam susceptible de réconcilier les croyants et la modernité. C'est à partir de cet Islam nouveau que les pays musulmans pourraient inventer une démocratie qui leur soit propre, se libérer du passé tout en restant eux-mêmes. Dans cette optique, l'Iran, aujourd'hui considéré comme un ennemi, devrait devenir un allié. La société iranienne est en travail (comme on dit d'une femme qui accouche). Si la guerre ne détruit pas tout, cela pourrait déboucher sur un système inédit susceptible de contribuer à libérer l'Islam de ses archaïsmes.

La bataille de la connaissance sera déterminante et, dans cette bataille, l'Europe, avec ses dix millions de musulmans, dispose de gros bataillons. À elle de coordonner les politiques des différents pays de l'Union pour faire en sorte que la formation des *imams* n'ait pas lieu à l'étranger, mais qu'au contraire de prestigieuses écoles d'études islamiques fleurissent sur son sol. À elle de proposer des programmes attractifs pour que des jeunes musulmans du monde entier soient formés dans ses universités. À elle de créer, dans des circuits scolaires appropriés, une reconnaissance des valeurs communes et de ce qu'a représenté la Méditerranée dans l'Histoire universelle. Il faut avouer qu'elle n'y songe pas encore.

Bien sûr, l'économie doit être au rendez-vous et l'Union européenne est particulièrement bien armée pour établir un véritable partenariat avec les peuples de l'autre rive. Là encore, les musulmans d'Europe peuvent

jouer un rôle éminent et participer directement au développement de leur pays d'origine. Tant pis, ou plutôt tant mieux, si cela court-circuite en partie l'aide publique, souvent détournée et presque toujours mal utilisée par les autorités en place.

Mais comment l'Europe pourrait-elle se faire entendre en terre d'Islam, se faire respecter par les États-Unis et exercer un « pouvoir doux » sur le monde entier si elle n'offre pas l'exemple d'une société harmonieuse ? Pour le moment, le spectacle qu'elle offre n'est guère séduisant. Dans la plupart des pays membres, le chômage induit un sentiment de crise et les gens craignent pour l'avenir de leurs enfants. Pourtant, l'évolution n'est pas désespérante. Trois forces sont à l'œuvre : 1) les gens ont acquis plus d'autonomie ; 2) leurs aspirations sont de plus en plus conformes aux besoins de l'époque ; 3) leur diversité est un bon stimulant.

Les enquêtes menées par Sociovision, notamment en Allemagne, en Espagne, en France, en Grande-Bretagne et en Suède, montrent que, partout, de plus en plus de gens cherchent et trouvent des moyens d'accéder par eux-mêmes à un relatif bonheur. Même ceux qui sont pessimistes sur la situation d'ensemble éprouvent, pour la plupart, un sentiment d'aise (*life satisfaction*) plus élevé qu'au cours de la décennie précédente. « *Les "modernes",* précise Alain de Vulpian, *sont arrivés à la conviction qu'il est vain de poursuivre le Grand Bonheur (grand amour, grandes ambitions, etc.) mais qu'ils ont besoin d'une accumulation de petits bonheurs quotidiens, de tendresse, de bien-être physiques et mentaux. Parallèlement se développe une citoyenneté nouvelle, active et concrète, principalement motivée par l'envie de prendre soin des gens, de réparer les déchirures de la société.* »

Le Groupe en est ainsi arrivé à l'idée qu'une des clefs de l'évolution future se trouve en Europe. Au mieux, celle-ci nourrira l'ambition et se révélera capable d'engendrer des idées, de créer un modèle de société exportable et d'aider les autres peuples à y accéder. Au pire, elle s'enfoncera dans le marasme. Et le monde avec elle.

JACQUES BLAMONT

# Commentaire

Revue trimestrielle, n° 115, automne 2006

116 rue du Bac, 75007 Paris

Tél : 01 45 49 37 82, Fax : 3301 45 44 32 18, email : abonnements@commentaire.fr

Site Internet : <http://www.commentaire.fr>

## BULLETIN D'ABONNEMENT

*Formulaire à compléter en lettres majuscules*

M. Mme. Mlle \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Pays (pour l'étranger) \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ e-mail : \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

souscrit un abonnement à la revue *Commentaire* (quatre numéros par an)

à partir du n° \_\_\_\_\_

### France

- 1 an 54 €  
 2 ans 103 €  
 3 ans 153 €

### Abonnement de soutien : à partir de

- 1 an 80 €  
 2 ans 160 €  
 3 ans 240 €

### Étudiant

- 1 an 42 € (*joindre une copie de la carte d'étudiant*)

### Étranger

#### Union européenne et Suisse

- 1 an 61 €  
 2 ans 120 €  
 3 ans 176 €

#### Autres pays

- 1 an 70 €  
 2 ans 129 €  
 3 ans 185 €

Veuillez trouver ci-joint  
mon règlement par chèque  
bancaire ou postal  
à l'ordre de *Commentaire*

Je règle par virement postal  
CCP 20 289 08 R Paris  
*Merci de bien indiquer votre nom*

Je règle par virement bancaire  
30002-00694-0000005676Q-35  
International : Swift CRLYFRPP  
IBAN FR54-3000-2006  
9400-0000-5676-Q35  
*Merci de bien indiquer votre nom*

Date : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

**Le présent bulletin d'abonnement est à retourner à l'adresse suivante : *Commentaire*, service des abonnements, 116 rue du Bac, 75007 Paris.**

Conformément à la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant, figurant sur notre fichier. Il suffit pour cela de nous écrire.